

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article10210>

Les USA offrent une approche commune à l'UE contre le terrorisme

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : mardi 17 mars 2009

Spyworld Actu

Les Etats-Unis ont proposé mardi aux dirigeants de l'Union européenne d'adopter une approche commune dans la lutte contre le terrorisme et de mettre de côté leurs divergences nées de la guerre en Irak et des abus commis à Guantanamo.

Cette proposition a été décrite par des diplomates européens comme un projet général qui en est encore à ses prémices.

Elle intervient au moment où Washington souhaite que certains détenus de Guantanamo soient accueillis en Europe alors que le président Barack Obama a ordonné la fermeture de la prison dans l'année.

"Les Etats-Unis souhaitent réellement tourner la page. Ils veulent modifier leur approche dans la lutte contre le terrorisme", a commenté Jacques Barrot, commissaire européen à la Justice et à la Sécurité après des entretiens avec le ministre américain de la Justice, Eric Holder.

"Nous serions prêts à recevoir certains prisonniers à la condition qu'il soit parfaitement clair que les erreurs du passé ne seront plus commises à nouveau", a dit Barrot.

Barrot et le ministre tchèque de l'Intérieur Ivan Langer, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE, ont précisé que le secrétaire d'Etat adjoint James Steinberg avait suggéré l'idée d'une déclaration commune sur le terrorisme, lors de leurs entretiens.

"Il s'agit d'une proposition de rédiger ensemble un mémorandum énonçant les principes qui pourraient guider notre combat commun contre le terrorisme", a poursuivi Barrot.

Plusieurs Etats européens, dont la France et l'Allemagne, s'étaient opposés à l'intervention militaire en Irak voulue par l'administration de George W. Bush au nom de la lutte contre le terrorisme.

Ces Etats ont également joint leurs voix aux condamnations contre les pratiques dans la prison de Guantanamo.

Barrot et Langer ont indiqué avoir transmis à Holder une série de demandes qui, entre autres, soulevaient la question d'un partage des informations sur le passé et le sort des détenus.

Dans un communiqué, le département la Justice a précisé que Holder s'engageait "à fournir les informations de nature à aider les Etats membres de l'UE à se faire leur opinion sur la situation des détenus."

Langer a qualifié l'offre américaine de "proposition tout à fait neuve" et a indiqué qu'elle sera discutée au plus haut niveau le mois prochain.

Version française Pierre Sérísier

Post-scriptum :

<http://www.challenges.fr/actualites...>